

## **Non à la suppression de l'Aide Médicale d'Etat Droit à la santé pour tous et toutes**

**Les associations, collectifs, comités, mutuelles, syndicats et forces politiques ci-dessous, sont scandalisés, comme de nombreuses organisations, par le vote infâmant du Sénat qui, le 7 novembre 2023, a acté la suppression de l'Aide Médicale d'Etat (AME).**

Cette décision, dictée par la seule idéologie mortifère du rejet de l'autre et des plus fragiles, cumule des fautes majeures :

- **Un reniement éthique** : Renoncer à l'AME c'est bafouer le principe déontologique du soin inconditionnel à toutes et tous partagé par l'ensemble des soignant.e.s. C'est diffuser des contres vérités comme cette notion de « tourisme médical ». Toutes les Organisations Non Gouvernementales (ONG) savent que lorsqu'un.e exilé.e prend le risque de traverser la Méditerranée, il.elle fuit une situation de violence (guerre, famine, catastrophes climatiques, discriminations, atteinte à son intégrité physique, viols...) et ne vient pas pour se soigner. D'ailleurs, plus de la moitié des potentiel.le.s bénéficiaires de l'AME n'y ont pas recours.
- **Un non-sens en matière de Santé Publique** : Renoncer à l'AME c'est favoriser la détérioration de l'état de santé et la mise en danger des populations les plus vulnérables et par extension celle de toute la population. Quand les inégalités de santé se développent, la santé de toute la population en pâtit.
- **Une ineptie pour notre système de soins** : Renoncer à l'AME et donc à la prévention en soins primaires, c'est prendre le risque de délivrer des soins trop tardifs et en urgence pour des pathologies plus avancées, avec forcément des coûts plus importants. C'est également accroître le nombre de passages dans les services d'Urgence déjà saturés et en grandes difficultés de fonctionnement. Et c'est aussi rendre plus difficile le travail d'accompagnement social des populations les plus précaires.

**Nous demandons instamment au gouvernement de s'y opposer et aux député.e.s de ne pas voter cette mesure injuste et dangereuse !**

Nous affirmons notre attachement à un dispositif unique de protection maladie pour toute personne sur le territoire sans aucune discrimination. Une seule et même carte vitale pour toutes et tous ouvrant à chacun les mêmes droits et le même accès à des soins de qualité ne serait-elle pas la meilleure réponse à cette mesure scélérate ?

La Défenseure des Droits, le 12 mai 2023, renouvelait sa recommandation de fusionner l'AME avec L'Assurance maladie, de rompre avec un dispositif spécifique dédié aux étrangers et étrangères en situation irrégulière pour promouvoir une protection santé universelle. Voilà la voie à suivre !

**Premier Signataires** : Act Up Sud-ouest, ATTAC, Association de Soins Intercommunale, La Case de Santé, La Cimade, Collectif Deconnatricie, Collectif St Cyprien Quartier libre, Griselidis, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins Du Monde, MUTAMI, Solidaire 31, SUD Culture, SUD Santé Sociaux, CGT Santé du CHU de Toulouse, NPA, France Insoumise

**RASSEMBLEMENT**

**Jeudi 30 Novembre, 18h**

**Métro Jaures**